

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 70 - VENDREDI 21 MAI 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Alain Minc, depuis toutes ces années, a eu une idée : faire payer les riches. Pas lui, non : son vieux papa riche de 102 ans. Il doit y avoir une arnaque là-dessous, je me demande bien laquelle. ●

## AGENDA MILITANT

- **22 mai**  
Paris [Rêve d'Afrique](#)
- **22-23 mai**  
Arcachon [14<sup>e</sup> Rencontre Coordination Hôpital/Santé](#)
- **26 mai**  
Redon [Quels services de santé voulons-nous?](#)
- **27 mai**  
[Journée nationale d'action intersyndicale](#)
- **28 mai**  
Chambéry [La voix des peuples à Cochabamba](#)
- **28-29-30 mai**  
Cholet [4<sup>e</sup> Festival de la BD engagée](#)
- **29 mai**  
Lyon [Le fichage en psychiatrie](#)
- **31 mai**  
Ile-de-France [Une société sans art et sans culture?](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

- [Retraites : outils pour la mobilisation](#)
- [Se battre sur le sens du mot communisme](#)

## Retraites : gare aux impasses

**L**e gouvernement louvoie sur la méthode (changer en douceur) mais ne change pas de cap : la démographie obligerait à augmenter la durée de l'activité pour réduire les « déficits » des retraites. Le Parti socialiste affirme qu'il ne faut pas changer de cap (maintenir l'âge légal à 60 ans) mais juge économiquement souhaitable de tout faire pour augmenter la durée de l'engagement au travail.

Le gouvernement parle en général de faire payer les hauts revenus et ceux du capital, alors que le PS énonce quelques mesures concrètes pour les mettre dès maintenant à contribution. Mais tous deux partagent l'essentiel des constats énoncés dans le sulfureux rapport récent du COR, et notamment celui de la contrainte démographique qui obligerait à redéfinir l'âge du départ à la retraite, que cet âge soit légal ou de fait.

En gros, PS et gouvernement diffèrent sur les choix concrets mais s'accordent sur la règle du jeu. Or celle-ci est définie par la loi présumée indépassable du rapport capitaliste salarial : la richesse globale se partage entre capital et masse salariale ; le revenu salarial repose sur le travail effectivement réalisé ; le volume des retraites n'augmente que si augmente le volume global des heures salariées. Or c'est cette règle qui est aujourd'hui obsolète.

Dans la perspective d'un développement à la fois durable et soutenable, à la fois social et écologique, toute réflexion responsable sur les retraites suppose au contraire :

1. De réfléchir à l'usage global des ressources disponibles, à la part des richesses qui doit être affectée au développement des personnes et donc, tout à la fois, aux salaires, aux retraites et aux revenus non salariaux. La CGT par exemple considère qu'il faut porter de 12% à 18% la part des richesses consacrées au financement des retraites. Bonne démarche, qui nécessite, bien sûr, de réduire la part du spéculatif parasitaire, au profit des revenus utiles...

2. De réfléchir à un nouveau statut du travail salarié qui, en commençant à dépasser de fait la nature capitaliste du rapport salarial (en déconnectant statut et l'emploi effectif), assure une participation stabilisée du travail au financement ultérieur des retraites.

3. De cesser de considérer la rémunération des anciens salariés comme des coûts qu'il faudrait comprimer, par un repartage des temps d'activité et de non activité. Tout individu impliqué dans la société est actif ; le problème est que la forme salariale est trop étroite pour mesurer la valeur de cette activité.

4. De s'attacher à augmenter la part des richesses utiles, en commençant par cesser de considérer qu'il existe un volant de chômage incompressible, qui obère pourtant d'autant le financement des retraites à venir.

Si tout cela est raisonnable, cela signifie que la réformette est irréaliste à terme. Le réalisme est du côté de la rupture. Encore faut-il en créer les conditions politiques.

● ANTOINE CHATELAIN

# Quelle école pour tous ?

**La Cour des comptes alimente l'offensive idéologique contre l'ambition fondamentale d'une école tournée vers la réussite de tous les élèves en même temps qu'elle souligne des enjeux réels de transformation du système éducatif.**

**R**apportant les principaux éléments d'un rapport de la Cour des comptes rendu public le 12 mai 2010, le journal *Le Monde* titre sur la nécessité d' « *En finir avec les mêmes cours pour tous* » : il faudrait s'attaquer « *au tabou de la sacro-sainte égalité républicaine* ».

Le rapport, intitulé « *L'Éducation nationale face à l'objectif de la réussite scolaire de tous les élèves* » (1), pose quelques éléments de diagnostic incontournables (largement documentés, depuis longtemps) : le système actuel favorise les élèves sans difficultés particulières ; la France est le pays où les écarts de résultats entre les élèves se sont le plus accrus ces dernières années ; l'impact de l'origine sociale sur les résultats des élèves à l'école est considérable ; il est nécessaire d'augmenter les moyens mobilisés pour lutter contre l'échec scolaire à l'école primaire ; le temps et le rythme scolaires ne sont pas adaptés aux élèves en difficultés... Et le rapport de souligner que « *l'égalitarisme de notre système maintient l'inégalité* », tandis que les inégalités entre établissements ont été renforcées par les mesures d'« *assouplissement* » de la carte scolaire, encourageant les phénomènes de ghettoïsation.

Premier problème, le sens de la formule selon laquelle « *l'égalitarisme de notre système maintient l'inégalité* » est équivoque. Est-ce

l'objectif de l'égalité entre les élèves qui maintient, produit ou reproduit (en lui-même) les inégalités ? Ou est-ce le fait que cet objectif de l'égalité ne soit pas concrétisé par des moyens lourds au bénéfice des élèves en difficulté qui conforte les inégalités ? En fait, deux logiques s'affrontent : l'une qui propose d'abandonner l'objectif de la réussite de tous les élèves, par rognage et abandons successifs des ambitions des politiques scolaires (sur différents modes : tous les élèves ne sont pas doués ; on peut réussir sa vie

**En employant les termes d'offre (des enseignants) et de demande (des élèves), le rapport de la Cour des comptes fait l'impasse sur l'idée que la relation d'enseignement n'est en rien réductible à un échange de biens de consommation.**

sans avoir le baccalauréat ; les élèves issus des catégories populaires réussissent mieux dans les filières garage que dans les filières générales etc) ; l'autre qui entend transformer l'école pour relever le défi de l'égalité et de la réussite de chacun, en particulier en accomplissant un effort massif et durable en faveur des jeunes issus des quartiers populaires.

Le rapport propose une révolution en ce qui concerne la prise en compte des besoins des élèves : il s'agirait de sortir du système actuel centré sur l'« *offre scolaire* » – qui, dit le rapport, « *repose sur des moyens alloués en fonction des programmes : tant d'heures de cours, qui signifient tant d'enseignants, qui signifient tel budget* » – pour passer à une « *logique fondée sur la demande* », « *c'est-à-dire sur une connaissance nettement plus précise des besoins des élèves* ».

Second problème de fond : les termes très connotés de l'offre et de la demande sont-ils appropriés, comme s'il s'agissait de choisir entre les enseignements nécessaires à la culture d'un individu et ses « besoins » ? Cette notion de besoins pose question. S'agit-il de permettre l'acquisition d'un socle minimum de connaissances, des « savoirs de base » pour se débrouiller dans la vie quotidienne (ou comment être un citoyen docile ?) ? S'agit-il au contraire de permettre à chaque individu d'étendre ses horizons, ses possibilités de vivre une vie épanouissante ?

Pour sortir de cette formulation idéologiquement marquée (par le libéralisme économique) autour de « l'offre » et de la « demande », un levier est de concevoir non que l'enjeu de l'école est que l'élève soit au centre, consommateur de services rendus par des enseignants et d'autres personnels, mais que soit au ●●●

(1) Rapport disponible ici : [www.ccomptes.fr/fr/CC/Publications.html](http://www.ccomptes.fr/fr/CC/Publications.html)

●●● centre du système éducatif la relation d'enseignement, sa qualité. Cela veut dire intégrer l'ensemble des éléments : prise en compte des fondations nécessaires à la culture générale d'un individu, acquisition de savoirs, prise en compte de la personnalité de l'élève et de ses aspirations... au lieu de séparer ou d'opposer ces différentes dimensions. A l'inverse, ne pas faire le choix d'une ambition élevée pour tous conduit à réserver au petit peuple le minimum et à préparer ceux qui héritent d'un capital économique, social et culturel élevé à le faire fructifier.

Dans la ligne des intentions libérales ressassées depuis des années, le rapport plaide enfin pour une autonomie renforcée des établissements, où les équipes pédagogiques détermineraient « les modalités de répartition des moyens d'enseignement et d'accompagnement personnalisé », ce qui, selon *Le Monde*, « reviendrait en fait à destituer en grande partie le ministère ».

On ne voit pas en quoi la réponse en termes d'autonomie des établissements permettrait en quoi que ce soit de résoudre les problèmes posés, au contraire : elle sert à faire prendre en charge par les équipes locales la gestion des inégalités, au lieu que le service public de l'Éducation nationale se mobilise pour contrecarrer les logiques économiques, sociales et culturelles dominantes. Et elle sert à faire des économies, notamment en liquidant les services centraux de l'Éducation nationale pour faire prendre en charge par les personnels des établissements, par exemple, les tâches de recrutement... Ainsi s'agit-il seulement que le gouvernement réalise des économies, que l'État se défasse de ses responsabilités et les reporte sur les établissements ainsi que sur les collectivités territoriales, dont la situation financière est telle qu'elles ne seront bientôt plus en mesure de financer les actions éducatives en direction des jeunes qu'elles ont développé ces dernières années.

Au passage, loin de relever de la seule défense des intérêts corporatistes des enseignants, le maintien d'un dispositif global centralisé de recrutement et de gestion des carrières constitue un enjeu majeur pour l'égalité à l'école. Qu'il soit à améliorer, notamment afin que les jeunes enseignants ne soient pas exposés aux situations les plus difficiles, pour améliorer la formation, pour renforcer les équipes pédagogiques – avec

## LES RECOMMANDATIONS DE LA COUR DES COMPTES

**La Cour des comptes formule 13 recommandations, suffisamment floues pour être interprétées diversement.** Les principales concernent la nécessité de « *prendre prioritairement en compte dans le pilotage du système scolaire la diversité des situations scolaires, en privilégiant une allocation fortement différenciée des moyens d'enseignement* », celle d'« *accroître la part des financements allouée à l'école primaire, en privilégiant le traitement de la difficulté scolaire* », le développement de l'accompagnement personnalisé des élèves – les accompagnements devant être « *assurés dans le cadre du temps scolaire par les enseignants* » –, la modulation des « *emplois du temps dans le second degré en fonction de besoins des élèves, notamment en prévoyant la mise en place sur l'année scolaire des plages horaires variables de soutien et d'accompagnement* », la perspective de « *généraliser la détermination par les établissements d'enseignement, en fonction des situations locales, d'objectifs de baisse des taux de redoublement, en affectant les moyens ainsi économisés au financement d'actions d'accompagnement personnalisé* ».

On note que les formulations retenues par le rapport signifient que les propositions de la Cour des comptes s'entendent à budgets constants (logique de redéploiement). Celle sur le redoublement pose un problème de fond : la proposition consiste de fait à supprimer des moyens en faisant passer en classe supérieure des élèves en difficulté, alors que cette tendance conduit chaque année dans le mur de très nombreux élèves qui arrivent au collège sans savoir lire correctement. On atteint la limite du discours sur la réaffectation des moyens, car elle suppose d'en supprimer avant (soi-disant) de les réaffecter. Enfin, la proposition de mettre en place dans le second degré un système mixte enseignement ordinaire pour tous - temps d'accompagnement personnalisé pour les élèves en difficulté témoigne elle aussi du déficit d'une ambition radicale de lutte contre l'échec scolaire, en amont de la structuration des trajectoires individuelles. ●G.A.

les moyens que cela nécessite – est incontestable, mais il est à défendre.

Les années passent et les dossiers des hebdomadaires – *Marianne* la semaine passée – sur l'échec de l'école se ressemblent. Comme sur les autres grands sujets de l'actualité économique et sociale, ils tournent le dos à l'enjeu de l'égalité. Pour

les partisans de l'émancipation, il faut à la fois tenir la critique du système éducatif actuel - qui vitrifie les inégalités - et la confirmation de l'objectif général de réussite de tous les élèves - avec ce qu'elle implique d'efforts massifs pour les jeunes issus des classes populaires.

●GILLES ALFONSI

## Yes you can, yes we can !

### Comment subvertir l'imposture du discours libéral sur la réussite strictement individuelle ?

Dans un article publié par *Sociologos*, revue de l'association française de sociologie, Fabien Truong évoque son expérience de l'enseignement sur la pensée de Pierre Bourdieu devant des élèves de plusieurs établissements situés dans des ZEP de la Seine-Saint-Denis. De 2004 à 2010 en effet, il a enseigné sur la théorie de la domination et de

la reproduction de Pierre Bourdieu, qui fait partie du programme de science économique et sociale.

L'auteur part de ce constat : « *Les élèves font très souvent référence à leur origine ethnique et expriment très clairement l'étrangeté de leur condition par rapport au modèle abstrait et universel du lycéen auquel devrait s'adresser l'école de la République* ». Et de ●●●

●●● souligner que face à ses élèves, « non seulement il va falloir parler de cette domination, la montrer et la démontrer, mais il s'agira en plus d'indiquer en quoi le rôle joué par l'école et par l'enseignement ne fait qu'accentuer des inégalités structurelles ».

La première réaction des élèves face à la présentation de la théorie de Bourdieu, explique Fabien Truong, est « l'acceptation implicite et immédiate du discours sur la domination ». La deuxième réaction est une prise de conscience voire un fatalisme lorsqu'il en vient à aborder le rôle de l'école dans la reproduction des inégalités. La troisième réaction consiste à envisager que « c'est en connaissant ses déterminismes que l'on peut être véritablement libre », ce qui revient à dire qu'il s'agit de se bouger... L'enseignant indique que « cet appel à l'espoir et à la mobilisation » est fortement entendu par les élèves : chacun peut penser qu'il peut réussir. Mais il note que « la portée politique du discours est rarement perçue et c'est plus une lecture individuelle du propos que font les élèves ». Il s'agit de « faire mentir les statistiques », donc « d'abandonner le mythe républicain de l'idéal collectif

méritocratique et la logique bourdieusienne du faire ensemble pour emprunter à celui du 'self made man' et de la réussite individuelle de l'être de talent ». Et l'enseignant indique que ce « Yes you can » suscite un « enthousiasme contagieux, celui de l'infinitude du champ des possibles ».

### Pourquoi ne serait-il pas possible de susciter à la fois le désir des élèves de s'en sortir personnellement et la volonté de transformer l'école et la société ?

Fabien Truong tire comme leçon de son expérience concrète que « Le propos du sociologue et la théorie de la domination et de la reproduction posent (...) la question du non-sens et de la contradiction entre les moyens mis en œuvre et le but visé par chacun dans la classe ». En quelque sorte, l'enseignant serait bien obligé face à ses élèves d'indiquer l'espoir et la voie de la réussite individuelle... Et de souligner le problème que pose

(selon lui) à la sociologie une telle expérience concrète.

Cependant, pourquoi ne serait-il pas possible de dire à la fois : qu'il existe un mythe de l'égalité républicaine à l'école ; que la reproduction en général des inégalités ne signifie nullement que chacun soit destiné à échouer, et que cela nécessite de se bouger – tenir ce discours n'est pas tricher : l'école reproduit les inégalités mais des jeunes des classes populaires réussissent chaque année par dizaines de milliers – ; que la reproduction en général des inégalités se combat aussi politiquement et collectivement – n'est-il pas dans les fondements de l'école de former des citoyens ?

Une telle approche est d'ailleurs fidèle à la position de Pierre Bourdieu, que Loïc Wacquant présente ainsi (1) : « plus ils (les individus) prennent conscience du social à l'intérieur d'eux-mêmes en s'assurant une maîtrise réflexive (= réfléchir sur soi) de leurs catégories de pensée et d'action, moins ils ont de chance d'être agis par l'extériorité qui les habite. (...) Aux yeux de Bourdieu, la tâche du sociologue est de dénaturer et de défataliser le monde social, c'est-à-dire de détruire les mythes qui habillent l'exercice du pouvoir et perpétuent la domination (...) La sociologie est aussi une politique au sens que Bourdieu donne à ce terme : une tentative pour transformer le regard à travers lequel nous construisons le monde social et à partir duquel nous pouvons former rationnellement et humainement la sociologie et la société ».

Ainsi, ce ne sont pas tant la théorie de Bourdieu et la sociologie qui sont questionnées par l'expérience relatée par Fabien Truong que l'enjeu de voir émerger dans l'espace politique une proposition politique articulant positivement un « Yes you can ! » et un « Yes we can ! ». Cette approche romprait avec le credo individualiste libéral au profit de l'invention d'une nouvelle interaction entre mobilisation pour soi et mobilisation collective.

La vraie question n'est-elle pas de savoir si les sociologues et les enseignants considèrent qu'une telle approche ne les concerne pas en tant que tels ou si, au contraire, dans la continuité d'un Pierre Bourdieu, ils sont prêts à assumer une part d'implication politique ? Encore une fois, nous touchons du doigt la mise en question des séparations entre les sphères du politique, du monde intellectuel et du social.

● GILLES ALFONSI

(1) Pierre Bourdieu avec Loïc J.D. Wacquant, Réponses, Seuil, 1992.

## ELITISME RÉPUBLICAIN POUR QUELQUES-UNS ET DESTIN POUR TOUS LES AUTRES ?

Deux points de vue radicalement opposés concernant les internats d'excellence.

Patrick Deguise, maire PS de Noyau (Oise)

« (...) la ville a été choisie pour accueillir un internat d'excellence. (...) A la rentrée 2010, l'internat accueillera des élèves, les candidatures arrivées au rectorat sont nombreuses, c'est un signe très positif. Le rectorat va donc sélectionner les élèves qui intégreront cette structure. (...) J'adhère au projet éducatif car je crois qu'il faut donner la possibilité aux élèves qui ont du potentiel de se réaliser, alors qu'ils n'en ont pas forcément les moyens à la maison (problèmes de logement, d'équipement...). L'internat d'excellence sera ouvert à tous, mais en priorité aux enfants qui n'ont pas d'ordinateurs à la maison, de parents disponibles pour les aider à réussir dans leurs études. »

Patrick Frackowiak, inspecteur honoraire de l'Éducation nationale

« Toutes les mesures qui sont prises s'inscrivent dans une double perspective cohérente, d'une part la réduction drastique de la dépense publique et la destruction progressive des services publics, dont celui de l'éducation, et d'autre part la construction déterminée d'une société fondée sur la loi du plus fort sur les gagnants – les perdants étant facilement identifiables (...). Les internats d'excellence s'inscrivent pleinement dans cette logique : élitisme dit républicain, élite 'des élèves prometteurs de catégorie sociale défavorisée' qui conduira à la ghettoïsation renforcée des établissements ordinaires qui pourront être sacrifiés, recherche d'alibis et d'éléments de bonne conscience pour le pouvoir. On pourra continuer à parler de la fatalité de l'échec en ayant sorti quelques-uns de leur destinée ».

Extraits de l'US magazine, édité par le SNES-FSU, n°695, 24 avril 2010.

**Attac attaque...** A l'initiative de l'association, une large coalition d'organisations vient de lancer une pétition citoyenne pour la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Cette coalition regroupe des syndicats (CGT, CFDT, FSU, Solidaires), des associations écologiques (Amis de la Terre, WWF, Action consommation), des associations de solidarité internationale (Oxfam, CCFD, CRID, Aitec, Foi et Justice, RITIMO) et de lutte contre les pandémies (Aides). Le processus engagé débouchera à partir de septembre prochain sur une campagne en vue du G 20 qui se déroulera en France au printemps 2011. La pétition peut être signée sur le site [makefinancework.org](http://makefinancework.org) ou à partir des sites des organisations participantes, dont celui d'Attac.

### Démocratie et réforme territoriale.

Dans une tribune publiée par *l'Humanité* du 19 mai, Jean-Claude Mairal, vice président du Conseil régional d'Auvergne traite de la démocratisation du processus de réforme territoriale : « *Il serait parfaitement anormal (...) que le peuple soit absent du débat. Il est indispensable que ce dernier ne reste pas l'apanage des parlementaires et des élus, dont les motivations sont pour un grand nombre d'entre eux davantage de l'ordre des enjeux de pouvoir que de l'intérêt citoyen. (...) Loin des enjeux de pouvoir, les citoyens n'ont aucun mandat de défense de fiefs électoraux à préserver, ils sont à même de réfléchir à l'organisation institutionnelle et territoriale qui correspond le mieux à leurs attentes et à l'intérêt général.* ». Et de proposer de « *mettre en place des assemblées citoyennes à l'échelle départementale, puis nationale* ».

**Lettre du PCF...** Le 12 mai, Marie-George Buffet et Pierre Laurent se sont adressés aux partenaires du PCF au sein du Front de gauche, le PG et Gauche unitaire, afin de proposer de « *faire maintenant entrer la démarche du Front de gauche dans une phase d'une autre dimension, à la mesure de la crise actuelle et des échéances politiques qui nous mènent à 2012* ». La lettre souligne notamment que « *nous ne concevons pas le Front de gauche comme la préfiguration d'un parti unique, ni comme un cartel fermé* » ; il s'agit d'en faire une « *démarche de rassemblement populaire beaucoup plus large* », sachant que la « *proposition d'adhésions directes* » au Front de gauche (formulée par le Parti de

gauche) « *ne nous paraît pas résoudre correctement* » la question. Concernant 2012, la lettre souligne le besoin de contrecarrer l'hyper présidentialisation de la vie politique : « *là encore, ce n'est pas dans un tête à tête que nous résoudrons le problème mais dans un large débat militant et populaire* ». Et, concrètement ?

**«Nouveau départ» (suite).** Le texte de départ collectif de militants du PCF – parmi lesquels Patrick Braouezec, Bernard Calabuig, Bernard Dantal, Jacqueline Fraysse, Pierre Golberg, Patrick Jarry, Sylvie Larue, Olivier Madaule, Roger Martelli, David Proult, Lucien Sève, Nadine Stoll, Sylvie Tricot, Pierre Zarka... – peut être demandé et signé en envoyant un mail à [nouveaudepart@caramail.com](mailto:nouveaudepart@caramail.com) ou en téléphonant au 09 54 66 21 58 en laissant vos coordonnées. Une conférence de presse aura lieu le 10 juin prochain à Paris.

**Difficultés du NPA.** Dans une contribution, Alain Krivine et François Sabado, dirigeants historiques de la LCR, évoquent la « *situation difficile* » du NPA, « *confronté à des problèmes politiques compliqués et (qui) vient en plus de connaître un mauvais score aux élections* ». A propos de la récente séquence électorale, ils ne regrettent pas grand chose : « *La direction du NPA a eu raison de proposer une démarche unitaire, mais nous ne l'avons pas suffisamment conçue comme une bataille politique publique* ». Que faire ? Il faut « *repartir de notre conception du parti. Plus que jamais, nous devons réaffirmer, dans la continuité de nos principes fondateurs, la conception d'un parti anticapitaliste, large, ouvert, mais qui se situent résolument sur des bases anticapitalistes et réaffirment son indépendance vis-à-vis de la social démocratie* ». Ils proposent au NPA de se rassembler sur les quatre points : un programme de transition anticapitaliste face à la crise ; une politique d'unité d'action contre le patronat, le gouvernement, et la droite ; une politique d'indépendance vis-à-vis de l'Union de la gauche ; une candidature anticapitaliste à l'initiative du NPA en 2012. Après avoir écarté « *toute proposition de participation au Front de Gauche* », ils précisent : « *Nous sommes ouverts à tous les débats et devons même en prendre l'initiative mais nous n'allons pas partout, pour des raisons de temps, de dispersion ou de lisibilité politique. Parfois, la simple présence même sans co-organiser, peut apparaître comme*

*une caution et créer des illusions* ». Qui a encore des illusions sur le NPA ?

**André Gérin et la Burqa (suite).** Le député donne des interviews à la presse, et par exemple ce 10 mai 2010 à *Famille chrétienne*, journal tendance UMP-catho (à moins que ce ne soit l'inverse). Il y souligne notamment : « *J'ai lu la dernière mouture du projet de loi. Le texte est bon, très équilibré. Il va passer. Il ne stigmatise personne et donne les moyens de lutter contre l'islamisation de nos banlieues. (...) Parce qu'il s'agit au fond d'un problème de civilisation. C'est tout l'enjeu de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ! La vraie question n'est pas tant de savoir si nous voulons ou non de la Turquie. Mais quelle place sommes-nous prêts à faire à l'Islam ? Le fait que les racines judéo-chrétiennes de l'Europe ne soient pas mentionnées dans la Constitution européenne est symptomatique. Une erreur dommageable. Nous avons du mal à affronter cette question en face. L'Europe de demain se fera en reconnaissant nos racines et en faisant la place aux musulmans qui vivent avec nous. Mais pas à n'importe quel prix* ». La dérive continue : jusqu'où ?



Faites passer les Cerises !  
Invitez vos collègues, vos amis  
et toute la famille à recevoir  
Cerises en écrivant aux griottes.  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)  
Noyau : Gilles Alfonsi  
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,  
Roger Martelli, Philippe Stierlin,  
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

## Une analyse et un appel à l'action de Gilles Boitte

### AUJOURD'HUI, LA GRÈCE. DEMAIN, À QUI LE TOUR ?

OXI ΣΤΗΝ ΦΤΩΧΕΙΑ

### AVEC LE PEUPLE GREC, REFUSONS L'AUSTÉRITÉ ET LE POUVOIR DES BANQUES PASSONS DE LA SOLIDARITÉ SYMBOLIQUE À L'ACTION CONCRÈTE

Le gouvernement grec impose une cure d'austérité et de sacrifices sans précédent aux salariés, aux retraités, à la jeunesse et aux familles grecques. Cette décision a provoqué grèves et manifestations.

**Certaines mesures du plan du gouvernement grec, de l'Union européenne et du FMI sont connues, d'autres moins.**

Voici ce qu'on en sait à ce jour :

- les salaires sont amputés de toutes les augmentations de ces dix dernières années ;
- les pensions de retraites sont diminuées de 15 % et leur montant gelé dans le public comme dans le privé ;
- l'âge de la retraite est reporté à 65 ans pour les femmes, la durée de cotisations portée à 40 ans et les pensions calculées sur la totalité de la carrière ;
- un « SMIC jeunes » est créé pour les moins de 24 ans fixé à 80% du SMIC, c'est-à-dire, 595 euros net ;
- autorisation est donnée aux patrons de licencier jusqu'à la moitié de leurs effectifs par an tout réduisant de moitié les indemnités de licenciement qui seront versées en six fois ;
- application immédiate de la directive européenne sur les services (dite directive Bolkestein) ;
- l'impôt le plus injuste, la TVA, est augmenté de 25%, les autres impôts indirects augmentés de 20% ;
- le non-remplacement des fonctionnaires partant en retraite est fixé à 4 sur 5 ;
- est programmée la privatisation des sociétés publiques de l'eau, de l'électricité, des chemins de fer, de la Banque agricole, de la Caisse d'Épargne, de l'industrie aérospatiale, et d'autres sociétés...

Pendant ce temps, les grandes sociétés industrielles et bancaires, les professions libérales, le clergé (premier propriétaire foncier de Grèce) et les fameux armateurs grecs sont épargnés.

D'autres mesures étaient possibles telles la reprise en main des banques, la limitation des importations, une réforme fiscale mettant fin à cette iniquité qui fait que le revenu moyen déclaré par les ouvriers grecs est supérieur à celui que déclarent les professions libérales... L'Union européenne pourrait prêter à la Grèce à 1%...

Dès leur annonce, ces mesures anti-populaires ont provoqué grèves et manifestations dans tout le pays. L'heure est à la résistance et il ne s'agit pas d'une bataille de quelques semaines : une grande partie de ces mesures vont être concrétisées à la rentrée prochaine ; les « prêts » consentis à la Grèce sont étalés sur 3 ans avec pour condition que le gouvernement grec respecte « à la virgule près » son plan d'austérité ; l'accord Grèce-FMI court jusqu'en 2060 sur le chapitre des retraites !

**Droite et socio-libéraux sont sur la même longueur d'onde :**

- soucieux de démontrer la capacité des socialistes français à entrer dans le moule de Bruxelles, François HOLLANDE prétend que le plan européen pour la Grèce dépasse le clivage gauche-droite ;
- le Premier ministre grec, par ailleurs président de l'Internationale socialiste, Georges PAPANDEOU, accepte le soutien de l'extrême-droite au Parlement d'Athènes !

**Le peuple grec accuse avec raison :**

- Les dynasties politiques interchangeables KARAMANLIS et PAPANDEOU,
- L'Europe des SARKOZY et des MERKEL,
- La finance mondiale des STRAUSS-KAHN et des TRICHET.

**En effet :**

- Qui a ouvert l'espace commercial et économique européen et permis aux industries de main d'oeuvre grecques de délocaliser leur production en Bulgarie, en Roumanie... et de percevoir des subventions européennes ?
- Qui a imposé l'ouverture du marché grec aux grandes enseignes telles que Carrefour ou Mc'Donald, contre les PME et le petit commerce grec,
- Qui a contingenté la production agricole grecque ?
- Qui a planifié, tracé et financé les corridors autoroutiers qui défigurent des milliers d'hectares de terre grecque pour le plus grand profit des géants du BTP et du transport routier ?
- Qui a autorisé la vente du port du Pirée à un consortium chinois pour le plus grand bénéfice des grands armateurs ?
- Pour les pouvoirs en place et les médias à leur service, « c'est la loi du marché, on n'y peut rien ». Voici revenir cette fameuse « main invisible du marché » et la « concurrence libre et non faussée » !

**Mais, qui sont ces « spéculateurs » qui déstabilisent des économies entières ?**

Ce sont d'abord les grandes banques et sociétés d'assurance françaises et allemandes : Crédit agricole, Société générale, BNP-Paribas, Banques populaires, AXA, Deutsche Bank, Commerzbank, ... Les mêmes qui ont reçu des milliards d'Euros des fonds publics en 2008 quand il fallait « sauver les banques » ! Et qui réalisent de copieux bénéfices en 2009.

**Ce plan n'est pas l'échec de l'Europe :** s'il réussit, ce sera la première marche d'une mise au pas des peuples d'Europe, de cette Europe encore trop sociale aux yeux des requins de la finance. Il n'y a pas de doute : ce plan une fois appliqué au peuple grec deviendrait une nouvelle norme à imposer aux autres peuples. Les mesures annoncées en France, en Allemagne, au Portugal et en Espagne ou celles promises par le nouveau Premier ministre du Royaume Uni, le confirment.

**Communistes unitaires militants pour une vraie alternative politique en France,** ne devrions-nous pas interpellier toutes les forces politiques progressistes européennes, les organisations syndicales, les organisations de jeunesse, les associations familiales, les formations écologistes, les mouvements altermondialistes : nous avons, les uns et les autres, fait connaître notre solidarité avec les salariés et les citoyens grecs qui résistent au plan de l'Union européenne et du FMI.

Mais les déclarations, les actions symboliques ne suffiront pas à faire reculer les puissances qui tentent d'imposer un recul social et politique d'une telle ampleur. **Nous devons passer de la solidarité compassionnelle à l'action concrète.** Le thème de ces actions pourrait être : « Les banques doivent rendre l'argent extorqué à l'économie grecque ! »

Il est possible de gagner : de la même façon que le « NON » est devenu majoritaire en France en 2005 à la suite d'un débat public, nous pouvons rendre majoritaire parmi les peuples d'Europe le refus grec (OXI).

Il est urgent que se multiplient les initiatives d'action auprès de ces prédateurs pour desserrer le garrot de la finance autour du peuple grec.

**Avec cette certitude :**

**C'EST ENSEMBLE ET DANS L'ACTION QUE NOUS INVENTERONS L'EUROPE DES PEUPLES !**

**RENCONTRE  
EMANCIPATIONS CONTRE SÉGRÉGATIONS**

# Les nouveaux territoires de l'égalité

**Samedi 26 juin 2010  
à l'Assemblée nationale  
de 9 h 30 à 17 h**

126 rue de l'Université 75007 Paris  
Métro Assemblée nationale, Métro ou RER Invalides.

## **DEUX PLÉNIÈRES**

- Ségrégations et transformation des questions sociale et politique
- Comment faire de la politique avec les exclus du pouvoir, les classes populaires ?

## **DES ATELIERS**

- Ville, banlieues : ségrégation urbaine ou territoire solidaire ?
- Ecole : ségrégations urbaines, ségrégations scolaires et accès à la citoyenneté
- Travail : casser les territoires de relégation, réinventer le travail ?
- L'habitat au cœur des enjeux écologiques

**ATTENTION, POUR PARTICIPER, IL FAUT S'INSCRIRE.**

Par mail à [contact.communistes.unitaires@gmail.com](mailto:contact.communistes.unitaires@gmail.com)

**SE MUNIR IMPÉRATIVEMENT D'UNE PIÈCE D'IDENTITÉ.**

A l'initiative des

